

# NEWS

# SOLIDARNOSC

BUREAU DE COORDINATION À L'ETRANGER DE NSZZ «SOLIDARNOSC»

B.D.I.C

Date: 15 Mai 1984

No: 23

LES 11 PRISONNIERS DE SOLIDARNOSC ET DU KOR REFUSENT LES MARCHANDAGES. Les événements de la fin avril ont permis de comprendre qu'on cherchait à trouver une solution au problème des 7 dirigeants de Solidarnosc et des 4 membres du KOR, emprisonnés à Varsovie et accusés de haute trahison. Les autorités de Varsovie font tout pour éviter le procès, tellement le dossier est vide. On savait que dans les négociations avec l'église on avait envisagé un exil temporaire, solution rejetée par les intéressés.

Le 19 avril, les prisonniers ont été privés de visites. Ceci ce passait au lendemain d'un voyage nocturne de Lech Walesa à Varsovie. Le leader syndical s'est refusé à tout commentaire sur ce déplacement. Aujourd'hui on peut supposer qu'il avait rencontré soit des représentants de l'épiscopat, soit soit celui du Ministère de l'Intérieur, le Général Kiszczak, soit les deux. Le prix Nobel de la paix a probablement refusé d'utiliser de son autorité auprès des prisonniers pour qu'ils acceptent de s'expatrier.

Bien que les autorités de Varsovie démentent qu'il y ait eu tentative de marchandage dans cette affaire, les informations de plusieurs sources sûres, reprises par les agences de presse, permettent de reconstruire le déroulement des négociations.

Dans un premier temps, on avait probablement mis au point un scénario qui prévoyait un procès discret à huis clos, où les accusés auraient abandonné la défense de leurs idéaux en échange de quoi le verdict se limiterait à couvrir le temps de leur détention provisoire. Ensuite, les dirigeants de Solidarnosc et du KOR se seraient abstenus de toute activité politique pendant plus de deux ans et demi.

Puis, un conseiller du Secrétaire Général de l'ONU est arrivé secrètement à Varsovie pour proposer un exil temporaire aux accusés et à leurs familles. Tous les frais de déplacement et de séjour à l'étranger, dans un pays de leur choix, seraient couverts par l'organisation internationale qui garantirait aussi leur retour en Pologne. Aux négociations ont participé des représentants de l'église, des intellectuels dissidents, anciens experts de Solidarnosc et les accusés à l'exception d'Adam Michnik qui a refusé de quitter sa cellule, ce qui lui a valu deux semaines d'isolement. Dans une lettre parvenue à l'étranger, Michnik explique qu'au bout de deux ans de détention, un prisonnier a droit à un procès équitable ou à être libéré. Il n'a pas à négocier quoi que ce soit.

Certains prisonniers ont demandé à consulter Zbigniew Bujak, membre de la TKK (Commission Provisoire de Coordination) qui, dans un communiqué, a rejeté les termes d'une telle amnistie. Tous les 11 ont finalement rejeté les offres du gouvernement.

## TOMBÉE DU TELEX

LES MANIFESTATIONS DU 1er ET DU 3 MAI et la réponse massive des polonais à l'appel de Solidarnosc constituent une nouvelle remise en question de la normalisation que les autorités ont engagée en Pologne.

Leur ampleur a surpris nombre de diplomates en poste à Varsovie qui avaient jusqu'à ici décelé une certaine lassitude de la part de l'opinion publique après la période troublée de ces quatre dernières années.

"Il y a un mois, nous n'aurions pas cru que les gens descendraient dans la rue en si grand nombre. Ces manifestations ont montré que Solidarnosc pouvait encore se targuer d'une autorité considérable", notait l'un d'entre eux.

Ce mouvement de contestation, à la veille de la visite du Général Jaruzelski à Moscou, a également mis dans l'embarras les autorités communistes, qui avaient organisé en mars dernier une conférence nationale destinée à établir une fois pour toutes le droit moral du parti à jouer le premier rôle dans la vie politique du pays.

Les observateurs estiment que la participation inattendue de milliers de personnes aux manifestations de Varsovie, Gdansk, Cracovie, Wrocław, Katowice, Czestochowa et Szczecin, expliquent la viguerie avec laquelle les autorités y ont répondu. La police a réprimé sans ménagement les manifestants. Elle a eu droit aux remerciements du Général Jaruzelski.

Lech Walesa a dénoncé la sauvagerie de la répression policière: "le vandalisme des autorités doit cesser. Je ne m'écarterai pas du chemin pacifique,

mais nous devons garantir la protection des manifestants pacifiques", a-t-il déclaré.

Lors de la Fête du Travail et du 3 Mai, la police a utilisé des canons à eau, des gaz lacrymogènes et des matraques pour disperser les sympathisants de Solidarnosc.

"Je suis désolé d'avoir à dire qu'il s'agit sans doute de la dernière manifestation au cours de laquelle ils ont pu frapper les gens impunément. Jusqu'à présent, j'ai appuyé sur le frein autant que possible, mais à présent je ne peux plus stopper les tentatives pour défendre nos manifestations".

LE PORTE-PAROLE du gouvernement Polonais a déclaré que plus de 600 personnes, dont 166 à Varsovie, avaient été interpellées à la suite des manifestations de soutien à Solidarnosc et que 441 d'entre elles avaient été jugées, reconnues coupables et condamnées.

LE 5 MAI, le Général Jaruzelski a eu à Moscou des entretiens avec le numéro un du Kremlin, Constantin Tchernenko, au cours desquels les deux hommes ont évoqué le regain d'agitation que connaît la Pologne depuis le 1er mai.

Tchernenko a accusé le Etats Unis de fomenter la subversion en Pologne et de saigner à blanc le pays par leur boycott économique.

Selon les diplomates occidentaux, le Kremlin s'impatientie de la lenteur du processus de normalisation en Pologne et s'irrite du rôle prédominant qu'exerce

l'armée polonaise au détriment du Parti. Jaruzelski et Tchernenko ont par ailleurs, signé un accord de coopération économique et technique.

La presse occidentale qualifie la visite de Jaruzelski à Moscou comme un examen de passage après lequel le chef du régime Polonais a reçu son certificat de bon élève. Quant au contenu des accords, il signifie la dépendance économique concrète de la Pologne au moins jusqu'à l'an 2000.

LECH WALESZA a envoyé à des compatriotes vivant à l'étranger un message exprimant l'espoir que l'émigration, un jour, ne sera plus nécessaire car tous les polonais pourront vivre dans une Pologne prospère et libre.

Voici le texte de ce message: "Je veux vous dire que les sentiments cordiaux de nombreux polonais vous accompagnent, vous qui vivez à l'étranger. Je pense particulièrement à ceux qui gardent au coeur les idéaux de Solidarnosc, des travailleurs polonais, des paysans et de l'intelligentsia, qui ne se sont pas laissés effrayer".

Faisant allusion aux détenus politiques, aux militants de Solidarnosc qui agissent dans la clandestinité, Lech Walesa ajoute: "Je pense aussi à nos frères et soeurs emprisonnés et à ceux qui se cachent pour la troisième année consécutive. J'exprime l'espoir que nous verrons de notre vivant l'émigration n'être plus nécessaire parce que tous les polonais auront leur place dans une patrie libre et prospère".

#### PARALLÈLE NEWS

LE 17 MARS, près de 100 intellectuels et artistes de Cracovie ont envoyé un message dans lequel ils expriment leur inquiétude face aux agissements des autorités contre les milieux artistiques, intellectuels et journalistiques.

Ils attirent l'attention notamment sur la "vérification" des projets des éditeurs basée sur des critères politiques, la répression policière peu scrupuleuse de la légalité, les réquisitions des manuscrits et des livres et sur la campagne orchestrée dans les médias.

Les signataires considèrent comme un signal alarmant et qui évoque les sombres années 50, l'arrestation sous des accusations absurdes de l'écrivain Marek Nowakowski.

La lettre a été envoyée à plusieurs journaux officiels qui l'ont passée sous silence.

LES ELEVES DE NOMBREUX lycées de la triville du littoral (complexe urbain de Gdansk, Sopot et Gdynia) mènent des actions pour obtenir la libération de leurs collègues emprisonnés. Dans le lycée de Topolowka dans lequel un des élèves est en détention préventive depuis le 5 mars, une pétition en sa faveur a été signée par 80 des élèves.

A l'appel du comité inter-écoles Solidarnosc, les jeunes des lycées de la triville ont organisé une semaine de Solidarité avec le lycée Topolowka. Les élèves portaient le deuil ou observaient le silence pendant les récréations. Dans une école, on a signé une pétition défendant les arrêtés. La police a visité les écoles à plusieurs reprises, quelques élèves ont été suspendus.

A Topolowka même, où depuis le 12 mars les actions auxquelles participent pratiquement tous les élèves sont devenues quotidiennes, la direction enferme les jeunes dans les salles de classe pendant les récréation. Le 21 mars, le procureur est venu à Topolowka pour menacer de fermer l'établissement en cas de "poursuite de ces excès". Les parents des élèves, membres du Parti ont été convoqués au Comité de quartier du POUP. (Tygodnik Mazowsze, No. 83)

LES PROCÈS POLITIQUES continuent en Pologne, bien qu'ils soient moins nombreux et que les verdicts ne soient pas aussi sévères que pendant l'état de guerre. Pour les "délits" tels que le collage d'affichettes de Solidarnosc ou la "participation à une réunion illégale" (par exemple la réunion à l'occasion des fêtes où se trouvait d'anciens internés) on échappe entre 6 mois et 1 an de prison avec sursis, mais après une détention provisoire de plusieurs mois.

LES "AMNISTIÉS" ont du mal à retrouver du travail dans leurs entreprises et, s'ils en retrouvent, ils sont souvent rétrogrades. "Solidarnosc Gdansk" rapporte dans son numéro du 2 mars, 30 cas de personnes condamnées pendant l'état de guerre qui ont des difficultés de ce genre. Le "Berufsverbot" (interdiction professionnelle) sévit surtout dans l'éducation nationale. Cette politique des autorités est confirmée par les informations qui parviennent d'autres régions de la Pologne.

LES CONSOMMATEURS POLONAIS doivent faire face aux augmentations de prix des principales denrées alimentaires et de quelques produits de luxe qui s'accumulent depuis 1979. Des statistiques émanant d'un rapport économique officiel démontrent que le prix du pain a augmenté de 500 %, passant de 4 zlotys en 1979 à 20 zlotys en 1984. Les autres augmentations concernent:

- 1kg de farine: de 6,70 zl. à 30 zl. (450 %)
- 1kg de jambon: de 90 zl. à 780 zl. (870 %)
- 1kg de beurre: de 80 zl. à 392 zl. (490 %)
- 100gr de thé: de 18 zl. à 94 zl. (520 %)
- récepteur TV couleur : de 22.000 zl. à 130.000 zl. (600 %)

L'augmentation du niveau de vie n'a pas été proportionnelle à ces hausses de prix. Les experts économiques de "Solidarnosc" ont établi que le niveau de vie s'est abaissé.

UN APPEL à ceux qui voteront aux Elections du Parlement Européen a été lancé par le Comité de Résistance Sociale (KOS) le 3 avril. Puisque la moitié des pays sur le continent - ceux qui sont sous l'emprise soviétique depuis 1945 - ne sont pas représentés au Parlement, il est important que les pays de l'Est et de l'Europe Centrale le soient, même si ce n'est que symboliquement, affirme le KOS. Ce dernier fait donc appel aux électeurs d'Europe Occidentale afin qu'ils votent pour des candidats qui défendent les intérêts des nations de l'Est et de l'Europe Centrale. Cet appel ne tente pas d'usurper des droits, conclut le KOS, mais plutôt d'exprimer la réalité de l'Europe unie et sa volonté de le rester même si les divisions ont été militairement imposées.

#### AU-DELA DE LA POLOGNE

APRES LES APPELS des syndicats et des intellectuels français, un des deux français incarcérés en Pologne - Jacky Chaillot - pourrait être libéré sous caution. Le 11 mai, le procureur en a fixé le montant à 500.000 zlotys. Le lendemain, le procureur général a doublé cette somme, ce qui correspond à quelque 80.000 francs français.

Sources: AIS No. 22  
CDN No. 68  
KOS No. 53  
Obserwator Wielkopolski No. 3/78  
Robotnik No. 53  
"Solidarnosc" Informator No. 86  
Tygodnik Mazowsze Nos. 83, 84  
Uncensored Poland News Bulletin No. 8/84  
Wola No. 10, 14, 15.

BIURO KOORBYNAGYJNE  
COORDINATING OFFICE ABROAD OF  
NSZZ « SOLIDARNOSC »  
Avenue Joyeuse Entrée, 9  
1040 BRUXELLES - BELGIQUE

Université de Paris  
Bibliothèque de Documentation  
Internationale Contemporaine  
Centre Universitaire  
F-92001 Nanterre-Cedex  
FRANCE



IMPRIMERIE  
DRUKWERK

1093

